

Fiche d'impact

Le contexte

L'Agence française pour la biodiversité, établissement public administratif, sera créée au 1^{er} janvier 2017 dans le cadre de la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

Cet établissement résultera du regroupement des structures suivantes :

- l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), établissement public en charge de la politique de l'eau, dont les agents assurent un rôle d'expertise technique et scientifique dans le domaine des milieux aquatiques. Le siège de cet établissement est situé à Vincennes. Il se compose également de neuf délégations régionales et interrégionales basées en métropole (Nord-Ouest, Nord-Est, Bourgogne Franche-Comté, Rhône-Alpes, Méditerranée, Sud-Ouest, Centre Poitou-Charentes, Bretagne Pays-de-la-Loire, Auvergne Limousin) et d'implantations au sein des départements métropolitains et en outre-mer de manière spécifique ;

- l'Agence des aires marines protégées, établissement public dont le siège est basé à Brest, et qui comprend des entités implantées sur 3 façades maritimes (Marseille – Brest - Le Havre) en métropole ainsi que dans plusieurs régions ultra-marines (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Antilles). Elle a pour mission principale l'appui aux politiques publiques de création et gestion d'aires marines protégées sur l'ensemble du territoire, la gestion humaine et financière des parcs naturels marins, de sites Natura 2000 en mer, l'animation du réseau des aires marines protégées ;

- Parcs nationaux de France, établissement public dont le siège est situé à Montpellier ; il a vocation à créer du lien entre les établissements publics des parcs nationaux et à renforcer leur culture commune, ainsi qu'à les promouvoir aux niveaux national et international. Il contribue également à l'amélioration de la qualité de leur gestion par la mise en place de services communs. Enfin, il vise à favoriser la coordination de leurs actions et de leur communication.

- l'Atelier des espaces naturels, groupement d'intérêt public, dont le siège est situé à Montpellier. Il réunit 21 organismes responsables de la gestion de la nature et de la protection de la biodiversité. Il a pour mission de contribuer à la sauvegarde des espaces et du patrimoine naturels, par la mise en réseau et la professionnalisation des acteurs ;

- le service patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle, établissement public, situé à Paris. Ce service a en charge la mutualisation, la synthèse et la diffusion d'informations sur le patrimoine naturel. Il participe à la mise en œuvre de l'Inventaire National du Patrimoine naturel et apporte un appui scientifique aux acteurs français et internationaux dans le cadre de l'élaboration de politiques de conservation de la nature.

Le regroupement de ces entités au sein d'un même établissement, l'AFB, permettra de promouvoir une meilleure gouvernance de la biodiversité, au niveau national et régional, et la protection de tous les paysages.

Pour accompagner la mobilité des agents publics dans le cadre des restructurations de services, le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 institue une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint qu'il convient d'adapter aux spécificités ministérielles ainsi qu'aux situations de ses agents. Ainsi, l'arrêté du 4 novembre 2008 modifié fixe une liste des opérations de réorganisation du MEEM et du MLHD ouvrant droit au bénéfice de cette indemnité.

Objet du texte

Le présent projet d'arrêté concerne les agents relevant de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), de l'Agence des aires marines protégées, de Parcs nationaux de France, d'une partie du MNHN et de l'Atelier des espaces naturels. Il prévoit de compléter l'arrêté du 4 novembre 2008 en y ajoutant la création de l'AFB.

Les agents remplissant les conditions seront ainsi éligibles à la prime de restructuration de service et à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint dès lors qu'ils devront changer de résidence administrative et subir un allongement de trajet aller-retour entre leur résidence familiale et la nouvelle résidence administrative.

Conséquences sur l'organisation du ou des services

Il s'agit d'une mesure d'accompagnement des agents dans le cadre de la création d'une agence dédiée à la protection et à la valorisation de la biodiversité terrestre, aquatique et marine en France.

Impact sur les personnels et le dialogue social

- effectifs concernés : 1 160 agents.
- comités de suivi : des 7 mai 2015, 8 juillet 2015, 8 septembre 2015, 14 décembre 2015, 8 février 2016, 7 mars 2016, 11 avril 2016, 1^{er} juin 2016 et 6 juillet 2016.
- calendrier de mise en œuvre : avis du CTM du 29 septembre 2016, puis signature de l'arrêté en octobre 2016.